

**Assemblée générale**

Cinquante-huitième session

Documents officiels

Distr. générale
30 décembre 2003
Français
Original: anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 62^e séance**Tenue au Siège, à New York, le lundi 1^{er} décembre 2003, à 15 heures*Président :* M. Belinga-Eboutou. (Cameroun)**Sommaire**Point 117 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (*suite*)c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs
et représentants spéciaux (*suite*)

e) Rapport du Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social (*suite*)Point 113 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits des enfants (*suite*)

Conclusion des travaux de la Commission

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



La séance est ouverte à 15 h 20.

Point 117 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (suite)

c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et des représentants spéciaux (suite)

1. **Le Président** suggère que la Commission recommande à l'Assemblée générale de prendre note des documents suivants : la note du Secrétaire général sur la situation des droits fondamentaux des détenus libanais en Israël (A/58/218); la note du Secrétaire général concernant le rapport de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan (A/58/334); la note du Secrétaire général transmettant le rapport intérimaire établi par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en Iraq (A/58/338); la note du Secrétaire général transmettant le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Sierra Leone (A/58/379); la note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Rapporteuse spéciale de la Commission des droits de l'homme sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, consacré à la situation des femmes et des filles en Afghanistan (A/58/421); et la note du Secrétaire général transmettant le rapport établi par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Burundi (A/58/448).

2. *Il en est ainsi décidé.*

e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (suite) (A/58/36)

3. **Le Président** suggère que la Commission recommande à l'Assemblée générale de prendre note du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (A/58/36).

4. *Il en est ainsi décidé.*

5. **Le Président** informe que la Commission a achevé l'examen du point 117 de l'ordre du jour.

Point 12 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social (suite) (A/58/3;A/C.3/58/L.80)

Organisation des travaux de la Troisième Commission et projet de programme de travail biennal de la Commission pour 2004-2005 (A/C.3/58/L.80)

6. **M. de Barros** (Secrétaire de la Commission), appelle l'attention sur le document A/C.3/58/L.80, qui contient le projet de programme de travail biennal de la Troisième Commission pour 2004-2005, auquel un certain nombre de révisions découlant des travaux des deux semaines passées devront être apportées. Au paragraphe 6 et dans l'annexe II, les points 3 a) et b) doivent être supprimés. Au paragraphe 9, le sous-titre (« Parents (périodicité à déterminer) ») du point 3 doit être supprimé. Dans l'annexe II, le point 10, les quatre références au projet de résolution sur la promotion et la protection des droits des enfants doivent être modifiées et se lire ainsi : « A/C.3/58/L.29/Rev.1 »; et dans la référence relative au rapport du Secrétaire général sur une évaluation d'ensemble de la réaction des Nations Unies à la question des enfants touchés par les conflits armés (dans la résolution 57/190, le paragraphe 47 doit être remplacé par le paragraphe 48. La liste des points mentionnés en 14 b) dans l'annexe II doivent, en outre, contenir le rapport provisoire pour l'Assemblée générale sur les activités du Rapporteur spécial relatives au droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint (A/C.3/58/L.53, paragraphe 16). Le troisième document mentionné au point 14 c) doit être révisé et se lire ainsi : « Rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargée d'étudier la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo (A/C.3/58/L.79/Rev.1, paragraphe 10). »

7. **Mme Astanah Banu** (Malaisie) explique que compte tenu de la position à l'ordre du jour des questions relatives aux droits de l'homme, les projets de résolution sur ce sujet ont été présentés relativement tard pendant la séance et par conséquent, ont été produits avec retard par le Secrétariat. Elle propose donc que le programme de travail soit modifié de façon que les questions relatives aux droits de l'homme soient traitées plus tôt.

8. **Le Président** précise que la question sera examinée à l'occasion de la prochaine séance du Bureau.

9. **Mme Astanah Banu** (Malaisie) indique que si sa proposition est adoptée une semaine seulement avant la

cinquante-neuvième séance, il restera peu de temps pour modifier les délais de production des rapports.

10. **M. de Barros** (Secrétaire de la Commission) note que la délégation malaisienne pourra être examinée lorsque le Secrétariat aura préparé l'organisation du travail. On a proposé d'avancer la date de l'élection des membres du Bureau pour 2004 à juin ou juillet initialement prévue en septembre ou octobre. Si cette proposition est adoptée, la délégation malaisienne disposera d'un délai plus long qu'elle ne le pensait.

11. **Le Président** croit comprendre que la Commission souhaite adopter le projet de programme de travail biennal pour 2004-2005, tel qu'oralement révisé.

12. *Il en est ainsi décidé.*

Rapport du Conseil économique et social (A/58/3)

13. **Le Président** suggère que la Commission prenne note du rapport du Conseil économique et social (A/58/3), notamment les chapitres I, III, V et VII, les sections B, C et I, ainsi que le chapitre IX qui a été soumis à la Troisième Commission.

14. *Il en est ainsi décidé.*

15. **M. de Barros** (Secrétaire de la Commission) soutient que la correction du rapport qu'a soumise El Salvador sera publiée dans le document (A/58/3/Corr.1).

16. **Le Président** indique que la Commission a achevé l'examen du point 12 de l'ordre du jour.

Point 113 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits des enfants (suite) (A/58/329; A/C.3/58/L.23/Rev.1 et L.25/Rev.1)

17. **Le Président** suggère que la Commission prenne note du rapport du Secrétaire général sur le progrès effectué en faveur de l'application de la Déclaration de l'Engagement sur le VIH/sida (A/58/329).

18. *Il en est ainsi décidé.*

19. **Mme Zack** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation croit comprendre que la Commission prend note de tous les rapports qui font suite à la décision de l'Assemblée générale 55/488.

20. **Mme Elisha** (Bénin) tient à ce qu'il soit pris acte de la contrariété de sa délégation, qui déplore qu'il ait été voté de ne pas se prononcer sur le projet de

résolution A/C.3/58/L.23/Rev.1, dont le Bénin est coauteur. Sa délégation a demandé que la séance soit levée afin de faire la lumière sur ce qui s'est passé mais la décision de pas mettre le projet aux voix a été prise si rapidement que sa délégation n'a pas eu le temps d'y participer. La résolution implique beaucoup de préparation et le Président doit veiller à ce qu'une résolution ne soit pas annulée précipitamment.

21. **M. Dhakal** (Népal) dit que sa délégation aussi a été prise au dépourvu, et n'a donc pas pris part au vote tendant à ce que le projet ne soit pas mis aux voix. Compte tenu de l'importance de la résolution, il regrette notamment que les délégations n'aient pu expliquer leur position. Sa délégation a accepté le résultat, parce qu'elle croit au processus démocratique, mais elle aurait préféré que les choses se déroulent de façon plus ouverte et transparente.

22. **Le Président**, se référant au projet de résolution sur la petite fille (A/C.3/58/L.25/Rev.1), dit qu'il souhaiterait revenir sur les indications qu'il a données au sujet du règlement intérieur. Lorsque l'article 129 s'appliquait, il l'a clairement et systématiquement précisé, qu'une délégation ait demandé ou non qu'il soit procédé à un vote. L'article 129 n'a pas, cependant, été applicable dans le cas du projet de résolution A/C.3/58/L.25/Rev.1 : la délégation des États-Unis d'Amérique a proposé des amendements, pour qu'ils soient mis aux voix mais a soutenu que, quel que soit le résultat du vote, il s'associera au consensus. Les amendements ont été rejetés et le projet de résolution adopté sans vote. Dans ce cas, l'article applicable est donc l'article 130 et non pas l'article 129, dont l'interprétation s'avère difficile. L'adoption sans vote est naturellement le résultat souhaité mais dans les situations où c'est impossible, les comités sont obligés de voter conformément à l'article concerné.

23. Il informe que la Commission a achevé l'examen du point 113 de l'ordre du jour.

Clôture des travaux de la Commission

24. Après un échange de politesses, en présence de **M. Wood** (Royaume-Uni) et de **M. Amorós Núñez** (Cuba), **le Président** déclare que la Troisième Commission a achevé ses travaux de la cinquante-huitième séance.

La séance est levée à 16 h 10.